



**Système national de
gestion des risques de désastre**
Secrétariat permanent de
gestion des risques de désastre

Direction de la Protection civile

Éléments de langage pour le Système national de gestion des risques de désastre

Ouverture de la saison cyclonique 2020

Mai 2020



Quid de la saison cyclonique ?

Comme pour le reste des pays et territoires de notre bassin tropical, qui inclut l'océan Atlantique, la mer des Caraïbes et le golfe du Mexique, la saison cyclonique moyenne va du 1^{er} juin au 30 novembre. Il arrive cependant que des phénomènes surviennent en dehors de cette période. Cette année par exemple, la première tempête, baptisée Arthur, a pris naissance, le 16 mai, au large des côtes de la Floride, aux États-Unis, alors que la saison cyclonique n'a même pas commencé officiellement. C'était déjà le cas pour les cinq dernières années. Au fait, Arthur et Bertha sont passés nous rappeler qu'il nous faut continuer à nous préparer pour la saison cyclonique 2020 et surtout à nous préparer davantage dans un contexte de lutte contre la propagation de la covid-19. Bien que rarement, des cyclones tropicaux ont été déjà enregistrés après la fin de la saison dans le bassin cyclonique.

Quels sont les dangers des cyclones ?

Pendant la saison cyclonique, les conditions sont favorables à la formation de phénomènes hydrométéorologiques dangereux, d'autant plus que cette période coïncide en grande partie avec la saison pluvieuse chez nous. Les événements les plus dévastateurs sont les cyclones, dont les vents peuvent dépasser 300 km/h. Ils sont accompagnés de fortes pluies et causent la marée de tempête - une élévation du niveau de la mer - et des houles cycloniques, qui sont en quelques sortes de grandes vagues côtières. Ces manifestations sont dangereuses non seulement pour les communautés côtières, mais aussi à l'intérieur des terres, où des crues de rivières, des inondations et des mouvements de terrain peuvent être meurtriers et destructeurs.

Que sont les prévisions pour cette année (mai 2020) ?

En 2019, notre bassin cyclonique (océan Atlantique, mer des Caraïbes et golfe du Mexique) a enregistré 18 cyclones tropicaux nommés, parmi lesquels six se sont transformés en ouragan. Notre pays n'en a été pas directement concerné. L'Organisation mondiale de la météorologie (OMM) s'attend, en 2020 et au cours des prochaines décennies, à de nombreux phénomènes météorologiques extrêmes, sous l'influence des niveaux records de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Les prévisions du mois d'avril de l'université de l'État du Colorado, aux États-Unis, abondent pratiquement dans le même sens pour cette année. Corroborées le 21 mai par l'Administration américaine des océans et de l'atmosphère (NOAA, sigle anglais). Les premières font état d'une saison cyclonique avec des activités



hydrométéorologiques au-dessus de la moyenne, entre le 1er juin et le 30 novembre 2020. Le Service météorologique des Etats-Unis prévoit, lui, 13 à 19 tempêtes nommées, parmi lesquelles six à 10 pourraient devenir des ouragans et trois à six des ouragans majeurs. En résumé, pas moins de 16 phénomènes devraient être nommés, dont huit pourraient se transformer en ouragan. Il faut préciser que la moyenne saisonnière est de 12 phénomènes nommés, six étant des ouragans.

Quel est le niveau de vulnérabilité des communautés ?

En Haïti, la fragilité de la population a augmenté considérablement ces dernières années. Il suffit de regarder les conséquences de quelques millimètres de pluie dans les grands centres urbains, par exemple, pour s'en rendre compte. Les différentes couches de la population sont concernées par cette fragilité, il est vrai, à un degré de sensibilité et d'exposition.

Les facteurs de vulnérabilité sont multiples : la dégradation de l'environnement ; le taux élevé d'analphabétisme ; le niveau de pauvreté et de promiscuité dans les communautés à forte densité de population et de bâti ; la vétusté et l'inadaptation aux aléas majeurs de certaines infrastructures critiques ; la mauvaise qualité de l'habitat et les constructions anarchiques ; l'absence ou le dysfonctionnement de réseaux d'égouts et d'évacuation des eaux pluviales en zone urbaine ; l'accès difficile aux services sociaux ; l'insécurité alimentaire ; mais surtout la situation sanitaire critique (COVID19).

Nous sommes conscients que pendant la saison cyclonique, des communautés entières peuvent se retrouver les pieds dans l'eau, isolées et dépourvues d'accès, pendant un temps plus ou moins long, aux moyens de communications et de transport, aux ressources de première nécessité telles que l'eau, la nourriture, les produits d'hygiène et sanitaire, mais aussi aux soins de santé, en pleine épidémie de COVID-19.

Comment le Système national de GRD se prépare-t-il ?

Nous ne pouvons pas nous voiler la face : la saison s'annonce difficile. D'abord parce qu'elle sera plus active que la moyenne - selon les prévisions -, ensuite parce que nous sommes en plein dans une lutte concomitante contre la propagation de la maladie due au coronavirus 19. Mais nous devons y faire face. Nous n'avons pas le choix.



Mobilisation des secteurs acteurs.- Le Système national de gestion des risques de désastre, particulièrement la direction de la Protection civile du ministère de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, a commencé la préparation avec la mobilisation des différents secteurs et acteurs qui sont concernés par la gestion des risques de catastrophe à travers le pays et, plus en priorité, par la gestion des événements hydrométéorologiques.

Nous travaillons avec chaque institution, en fonction de son mandat et de ses compétences, pour que nous puissions nous y préparer du mieux possible. Les conséquences des premières pluies de mai, notamment dans l'Ouest, ont rappelé l'urgence d'agir.

Actions d'atténuation.- Nous avons partagé avec les ministères qui sont concernés une liste des activités d'atténuation que nous pensons prioritaires à réaliser avant le pic de la saison cyclonique. Ce sont des travaux de drainage, de curage, de correction et de protection de cours d'eau, mais aussi de réfection de ponts. Pour vous donner des exemples :

- Le ministère des Travaux publics, Transports et Communications est intervenu, mi-mai dans le Nord-Est, où des travaux de curage et gabionnage sont réalisés sur une partie de la Grand-Rivière du Nord.
- Les Nippes sont en train de construire un mur de soutènement à Baradères pour protéger le principal abri provisoire de la commune.
- Autres exemples à insérer...

Ces opérations devront s'intensifier et s'étendre aux autres départements. Nous ne pourrions pas tout résoudre en six mois, mais nous nous attelons de réduire au mieux les risques d'inondations nos communautés n'aient plus à redouter des inondations sauvages après seulement quelques millimètres de pluie.

Surveillance et alerte à la population.- Pour la surveillance, le centre de prévision de l'Unité hydrométéorologique (UHM) a déjà partagé avec nous les prévisions saisonnières sur lesquelles nous avons basé le scénario de nos plans de contingence au niveau national et territorial. Avec l'UHM, nous concentrons nos efforts sur l'amélioration continue de notre système d'alerte. Nous sommes conscients qu'une alerte efficace pourra nous permettre de sauver des vies, de réduire le nombre de blessés potentiels et par conséquent la pression sur les ressources de santé locales, qui sont déjà fortement sollicitées dans la riposte à la COVID-19.



Information et sensibilisation du public.- Un autre volet de la préparation concerne directement les populations. Nous travaillons pour que celles-ci soient suffisamment informées et sensibilisées pour pouvoir prendre les décisions nécessaires et adopter les bons comportements en vue de faire face à ces événements dangereux, pouvoir y résister et se relever, avec l'accompagnement, autant que possible, des autorités étatiques et des gestionnaires d'urgence.

Nous mettons un accent particulier sur notre stratégie de communication qui devra nous permettre de nous rapprocher davantage des communautés, des zones difficiles d'accès. Nos équipes sont mobilisées en ce sens et, en plus des moyens et canaux traditionnels de la direction de la Protection civile, nous ajoutons cette année **une application que la population pourra utilisée directement, pour celles et ceux qui ont accès à Internet, et indirectement via les relais.**

Les évacuations, les abris provisoires et la protection.- La simultanéité de la riposte à la COVID-19 et de la gestion de la saison cyclonique nous a posé un certain nombre de questions que nous avons prises en compte dans notre planification. L'exercice ne sera pas facile, notamment lors des opérations d'évacuation. Au fait, si l'appel au confinement est général et sans réserves en ce qui concerne la COVID-19, des familles devront cependant évacuer leur résidence dans les zones très à risque.

Nous nous préparons à accompagner ces évacuations dans le respect de la distanciation physique pendant les déplacements, dans les autobus, mais aussi et surtout dans les abris où la capacité d'accueil sera automatiquement réduite. Pour cela, nous devons conduire ces opérations un plus tôt qu'à l'ordinaire et nous avons commencé à identifier de nouveaux espaces d'accueil en conséquence. C'est l'un de nos plus grands défis avec la protection de nos équipes sur le terrain.

Plan de contingence.- La direction de la Protection civile a construit un scénario avec des hypothèses de planification, qui prennent en compte les critères de vulnérabilité des 10 départements géographiques du pays. Pour compenser nos ressources limitées, la mobilisation et l'utilisation des capacités de réponse aux urgences des structures régionales sont inventoriées et synchronisées avec celle de la protection civile.



La planification est basée sur le passage d'un ouragan majeur de catégorie 3, d'une forte capacité pluviométrique. Ce phénomène, outre de nombreux dégâts matériels, affecterait directement ou indirectement 700 000 personnes, dont environ 40 %, environ 60 000 familles, seraient hébergées dans des abris provisoires. Cette estimation dépasse de pratiquement un quart l'actuelle capacité d'accueil des centres d'hébergement, encore restreinte à cause des mesures de distanciation physique en vigueur pour la lutte contre la COVID-19.

Combien de fonds sont mobilisés ?

La mobilisation de 42 millions de gourdes pour l'opérationnalisation des centres d'opération d'urgence nationale et départementaux ainsi que le pré positionnement d'articles de la réponse est en cours et nous allons continuer à solliciter l'appui de nos partenaires nationaux et internationaux, dans un contexte, nous le savons, où les ressources manquent.

À côté de ces fonds, qui sont indispensables pour la mise en œuvre de notre stratégie de préparation, nous lançons un appel à la solidarité citoyenne, qui concerne chaque individu, chaque famille, chaque communauté, pour pouvoir affronter ensemble nos grandes préoccupations de l'heure, qu'elles soient liées à la COVID-19, à la saison cyclonique ou à ce qu'il adviendra, nous le redoutons, après.

Nos structures à travers le pays, nos dizaines de milliers de volontaires en uniforme - ceux de la Protection civile, de la Croix-Rouge haïtienne, du mouvement des Scouts et d'autres organisations de la société civile, y compris les églises, n'y pourront pas grand-chose sans l'implication de toutes et de tous. Pour emprunter une formule chère à la lutte contre les phénomènes des violences faites aux femmes, c'est tout le pays qui doit s'organiser contre les dangers des cyclones dans un contexte de COVID-19. Orangeons-nous donc ! *Pwoteksyon Sivil se nou tout*

Quid des volontaires de la gestion des risques de désastre ?

Les agents de la Protection civile sont aujourd'hui plus de 2 000 déjà mobilisés au quotidien pour aider la population à faire face à la vague de COVID-19. Au pic de la mobilisation, ce chiffre pourra atteindre les 30 000, en y incluant les volontaires de la Croix-Rouge haïtienne, du mouvement des Scouts et d'autres organisations de la société civile. Nous avons préparé un guide d'intervention pour leur protection et continuons de mobiliser le matériel et les équipements qui leur permettront de conduire leurs activités



dans les conditions de sécurité nécessaires. Nous les appelons chaque jour à la plus haute prudence. Ils ne pourront pas aider la population s'ils ne se protègent pas eux-mêmes.

Quelle est la place des médias dans la mobilisation ?

Le Gouvernement et les structures de Protection civile, y compris notre réseau de volontaires, sont mobilisés et sont déjà à pied d'œuvre pour pouvoir assumer leurs missions principales pendant la saison cyclonique et surtout accompagner la population. Néanmoins, nous ne pourrons pas y arriver seuls. Voilà pourquoi nous appelons les médias, les journalistes et autres directeurs d'opinions à contribution. Ceux qui sont déjà debout à nos côtés dans la lutte contre la COVID-19 - nous pensons particulièrement aux radios communautaires - et ceux qui se préparent à nous rejoindre.

An n prepare n pi plis toujou ! Préparons-nous davantage ! Et comme dit plus haut, nous ne pourrons pas grand-chose en dehors de la solidarité citoyenne.

